



Les propositions Macron vues par les décideurs financiers d'entreprises

Enquête conçue et réalisée par Denjean & Associés

Juillet 2017

CONTEXTE ET METHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE

- Six semaines après l'accession d'Emmanuel Macron à la présidence, et juste après la confirmation de la majorité obtenue par son parti aux législatives, Denjean & Associés a souhaité connaître l'opinion des décideurs financiers de sociétés sur les mesures du programme présidentiel destinées aux entreprises. Nous avons choisi de nous concentrer sur les propositions susceptibles de concerner directement les décisionnaires financiers, ainsi que les sociétés de toutes tailles.
- Population interrogée : les décideurs financiers de très petites entreprises (moins de 2 millions d'euros de CA), de PME (de 2 à 50 millions d'euros de CA), d'ETI (de 50 millions à 1,5 milliard d'euros de CA) et de grandes entreprises (plus de 1,5 milliard d'euros de CA).
- 112 décideurs financiers ont répondu à l'intégralité des questions, en qualité soit de directeur financier d'entreprise, soit de président, vice-président, directeur général ou gérant.
- L'enquête s'est déroulée du 16 au 28 juin 2017, en ligne.
- Denjean & Associés a élaboré le questionnaire et confié le traitement de l'étude à l'institut MRCC.
- Structure de l'échantillon :

Profil des répondants

Président / Vice-Président / Directeur Général / Gérant	41%
Directeur Financier / DAF / Responsable Financier	52%
Autre (Responsable contrôle de gestion, contentieux ...)	7%

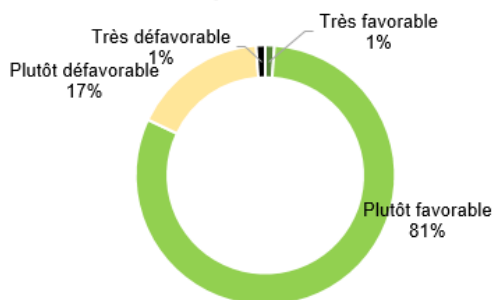
Taille de l'entreprise

TPE (très petites entreprises) : moins de 2 millions d'euros de CA	36%
PME (petites et moyennes entreprises) : de 2 à 50 millions d'euros de CA	33%
ETI (entreprises de taille intermédiaire) : de 50 millions à 1,5 milliard d'euros de CA	25%
GE (Grandes entreprises) : plus de 1,5 milliard d'euros de CA	6%

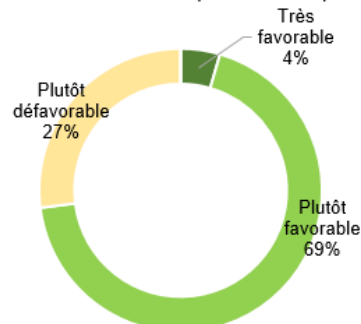
RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

➤ Une perception positive du contexte économique et du contexte financier pour les entreprises à fin juin 2017

Comment jugez-vous le contexte économique en France en ce mois de juin 2017 ?



...Et le contexte financier pour les entreprises ?



Le questionnaire débute par le contexte économique tel que les sondés le perçoivent : 81% l'estiment « plutôt favorable », et 1% « très favorable », soit un total de 82% d'opinions positives sur la conjoncture économique en France en ce début d'été 2017.

Les décideurs voient également d'un bon œil le contexte financier pour les entreprises : 69% le jugent « plutôt favorable » et 4% « très favorable », soit un total de 73% d'opinions positives.

« Nous avons posé ces deux mêmes questions aux décideurs financiers d'entreprises en janvier 2014. Le contraste des réponses à trois ans et demi d'intervalle est sidérant, souligne Thierry Denjean, président de Denjean & Associés. Début 2014, 56 % des sondés estimaient la conjoncture économique en France « plutôt défavorable », et 36% « très défavorable », soit un total de 92% d'opinions négatives... Et le contexte financier inquiétait au plus haut point les décideurs : nous avons recueilli 89% d'opinions négatives, dont 56% de décisionnaires qui jugeaient notre environnement financier « très défavorable » aux entreprises ! »

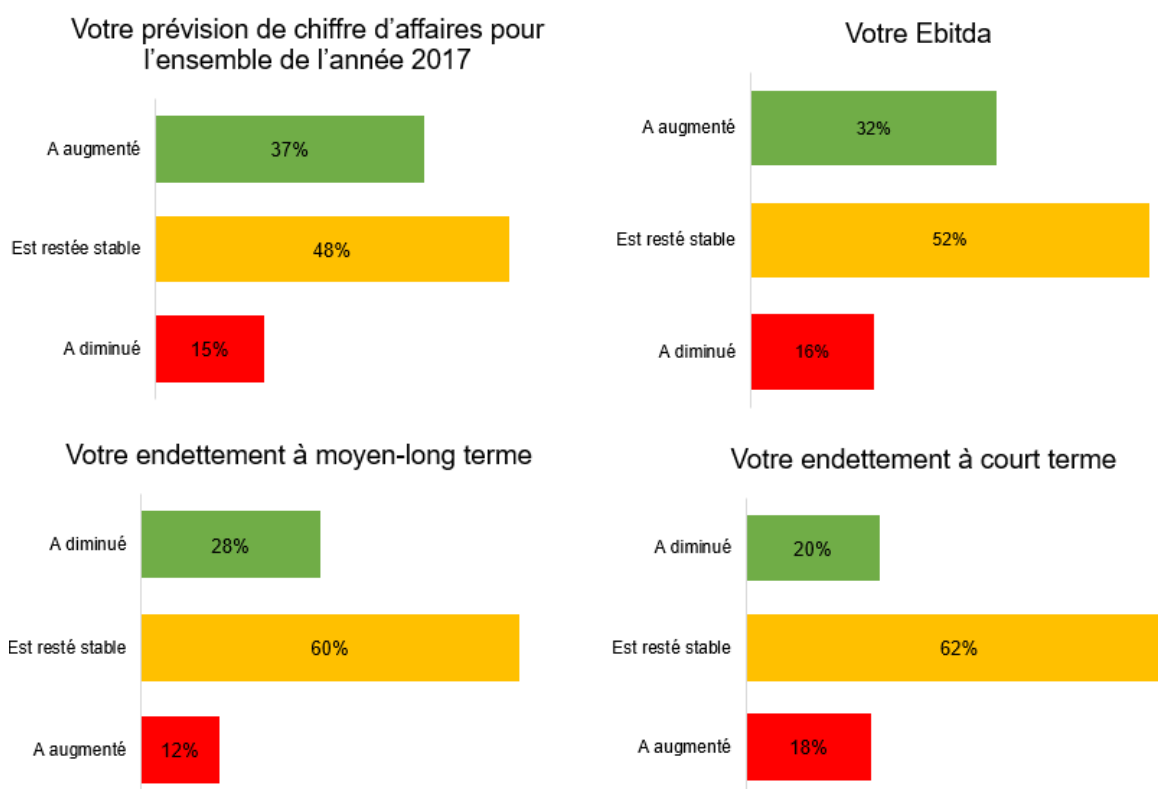
➤ Une amélioration des ratios financiers des entreprises au cours du premier semestre 2017

Les sondés étaient ensuite invités à dire comment ont évolué au sein de leur propre entreprise, entre le 1^{er} janvier 2017 et la fin juin 2017, quatre indicateurs financiers clés : leur chiffre d'affaires, leur Ebitda, leur endettement à moyen-long terme, leur endettement à court terme.

Les réponses des décideurs financiers apparaissent en phase avec leurs opinions sur le contexte économique français et sur le contexte financier pour les entreprises. En effet, 37% des sociétés ont vu leur chiffre d'affaires croître au premier semestre 2017, contre 15% qui ont connu une baisse, soit un solde net de 22%. Le solde net des entreprises dont l'Ebitda a augmenté est de 16% (32%-16%), de même que le solde net des entreprises dont l'endettement à moyen-long terme a baissé (28%-12%).

Seul l'indicateur d'endettement à court terme ne reflète pas d'amélioration significative, avec seulement 2% de solde net (20%-18%).

Q) Dans votre entreprise, comment ont évolué les indicateurs suivants entre le 1er janvier 2017 et aujourd'hui ?

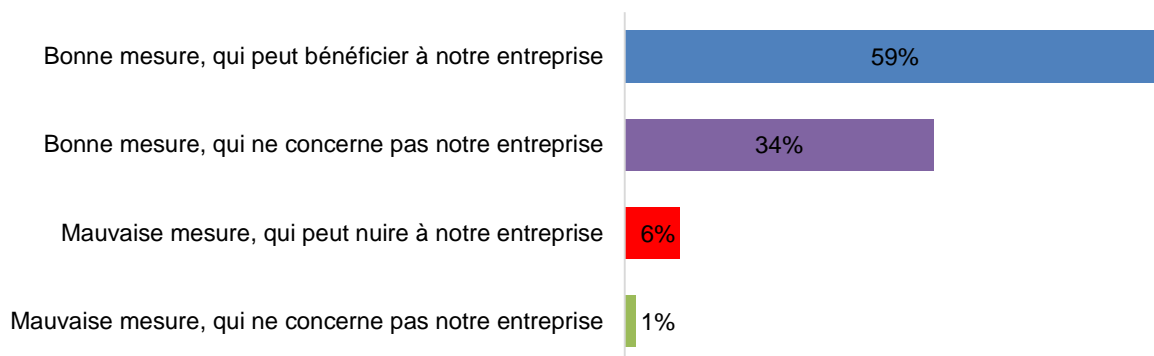


➤ **Transformation du CICE en allégement pérenne de cotisations sociales, promulgation d'une loi sur le « droit à l'erreur », amplification des efforts de réduction des délais de paiement : trois mesures plébiscitées !**

Nous avons demandé aux décideurs financiers de se prononcer sur trois mesures-phares du programme présidentiel : la transformation du CICE en allégement pérenne de cotisations sociales, la promulgation d'une loi sur le « droit à l'erreur », et l'amplification des efforts de réduction des délais de paiement. Les répondants étaient invités à classer chaque proposition dans l'une des catégories suivantes : « Bonne mesure, qui concerne notre entreprise » ; « Bonne mesure, qui ne concerne pas notre entreprise » ; « Mauvaise mesure, qui concerne notre entreprise » ; « Mauvaise mesure, qui ne concerne pas notre entreprise ».

Q) Que pensez-vous de la mesure suivante, prévue par le programme présidentiel ?

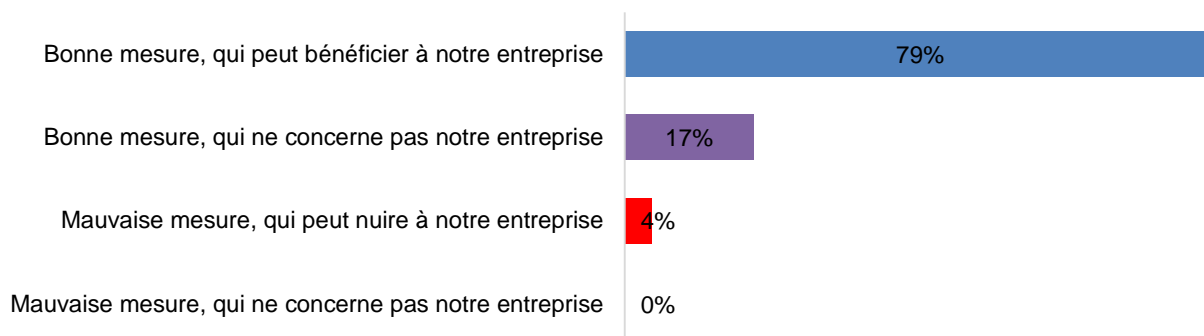
Transformation du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) en allégement pérenne de cotisations sociales



Notre première question portait sur la transformation du CICE en allégement pérenne de cotisations sociales. On constate que cette proposition fait la quasi-unanimité parmi les décideurs financiers : 93% d'entre eux la voient d'un œil favorable. Et pour 6 décideurs sur 10, non seulement la conversion du CICE en allégement pérenne de cotisations sociales est une bonne mesure, mais elle peut bénéficier directement à leur entreprise.

Q) Que pensez-vous de la mesure suivante, prévue par le programme présidentiel ?

Promulgation d'une loi sur le « droit à l'erreur », visant à faire passer l'administration d'une logique de contrôle à une logique d'accompagnement des entreprises

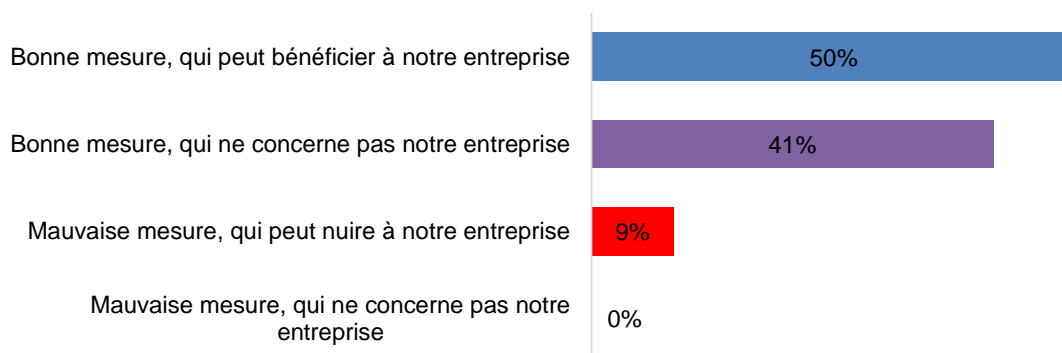


La proposition de promulguer une loi sur le « droit à l'erreur », quant à elle, fait carrément un carton ! Pratiquement tous les décideurs (96%) la considèrent comme une bonne mesure, et 8 décideurs sur 10 estiment qu'elle bénéficiera directement à leur société... « Cet enthousiasme n'a rien d'étonnant pour quiconque connaît la vraie vie des entreprises, commente Thierry Denjean. La façon dont l'administration française considère les entreprises, quelles que soient leur taille et leur activité, en partant du principe qu'un entrepreneur peut être un fraudeur en puissance, constitue à la fois une énorme erreur d'appréciation et un obstacle majeur au développement des entreprises dans notre pays.

L'immense majorité des dirigeants de sociétés ne souhaitent qu'une chose : pouvoir développer leur activité et embaucher, en respectant la loi ! Si le nouveau gouvernement est capable de faire passer ce message auprès de l'administration, ce sera un excellent « choc de compétitivité » pour l'économie française.... »

Q) Que pensez-vous de la mesure suivante, prévue par le programme présidentiel ?

Amplification des efforts de réduction des délais de paiement, en renforçant notamment les obligations des collectivités publiques et en dissuadant les mauvais payeurs par une action ferme de l'État.

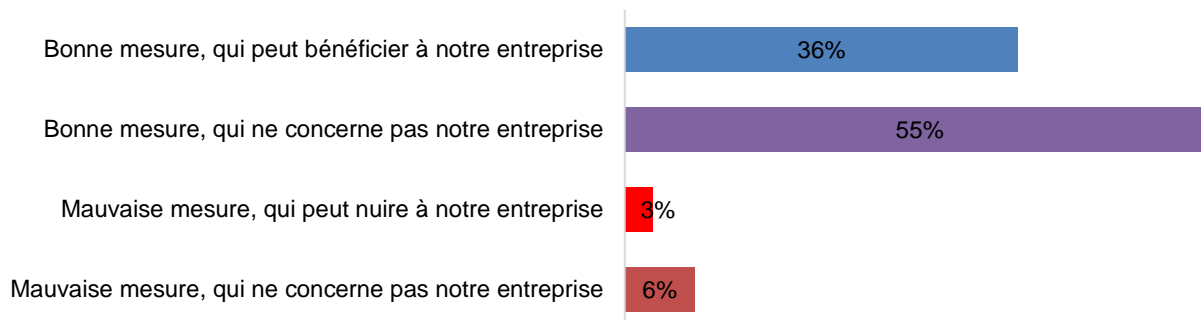


L'amplification des efforts de réduction des délais de paiement est également plébiscitée par les décideurs financiers : 91% jugent positivement cette proposition. Notons que ces 91% se répartissent entre 50% de répondants qui estiment que cette mesure peut bénéficier à leur entreprise, et 41% qu'elle ne les concerne pas... On peut donc penser que ces derniers n'ont pas de problèmes de délais de paiement.

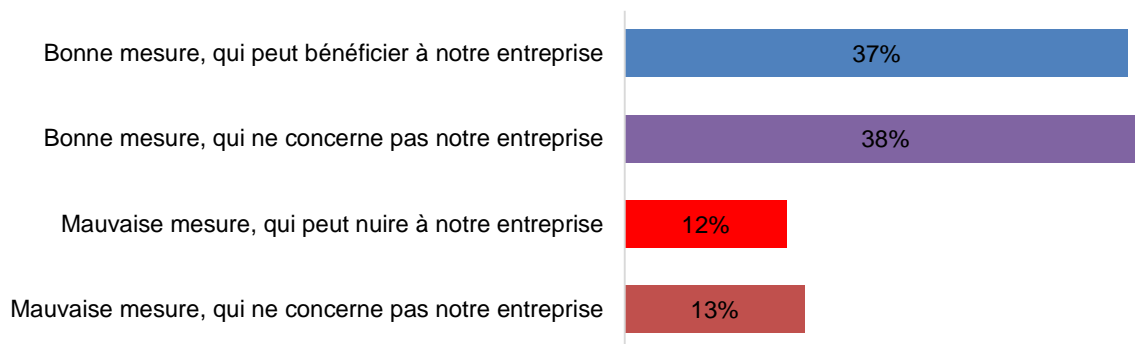
➤ Propositions visant à favoriser l'investissement privé dans les entreprises : un accueil favorable, mais une minorité d'entreprises concernées

Q) Comment voyez-vous ces propositions visant à favoriser l'investissement privé dans les entreprises ?

Pour favoriser l'investissement privé dans les entreprises, l'assiette de l'ISF n'intégrera plus l'investissement en actions, parts et titres de sociétés



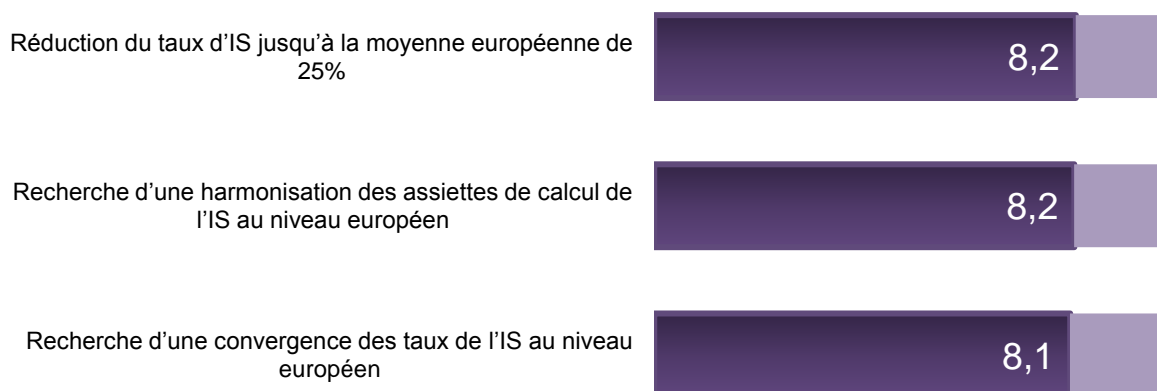
Pour favoriser l'investissement privé dans les entreprises, un prélèvement forfaitaire unique de l'ordre de 30% sera appliqué à l'ensemble des revenus tirés du capital mobilier : intérêts, dividendes, plus-values...



Les deux mesures du programme présidentiel visant à favoriser l'investissement privé dans les entreprises sont jugées positives par plus de 75% des répondants. Mais elles ne sont susceptibles de bénéficier respectivement qu'à 36% et 37% des sociétés interrogées.

➤ **Impôt sur les sociétés : une forte adhésion aux propositions présidentielles...**

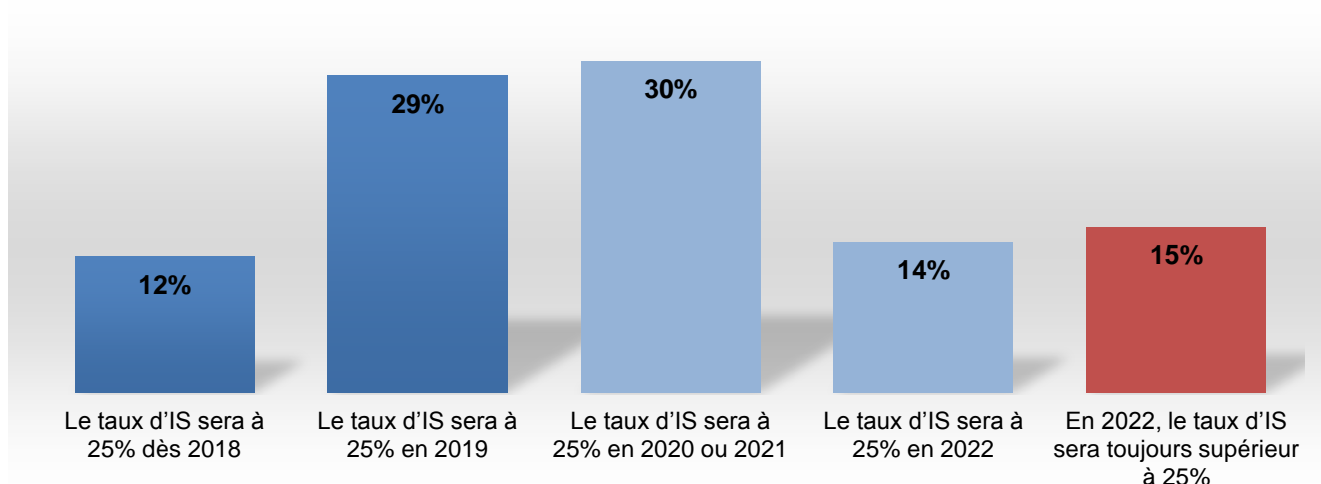
Q) Pour accroître la compétitivité des entreprises françaises, le programme présidentiel prévoit trois mesures concernant l'impôt sur les sociétés. Merci de les noter sur une échelle de 0 à 10.



Le programme Macron comporte trois mesures concernant l'IS. La première est franco-française : elle vise à réduire le taux d'IS dans notre pays jusqu'à la moyenne européenne de 25%. Les deux autres se situent dans le cadre européen : le nouveau président ambitionne de rechercher une harmonisation des assiettes de calcul et une convergence des taux de l'IS au niveau de l'UE. Chacune de ces propositions recueille une forte adhésion des décideurs financiers d'entreprise, avec une note moyenne supérieure à 8 sur 10.

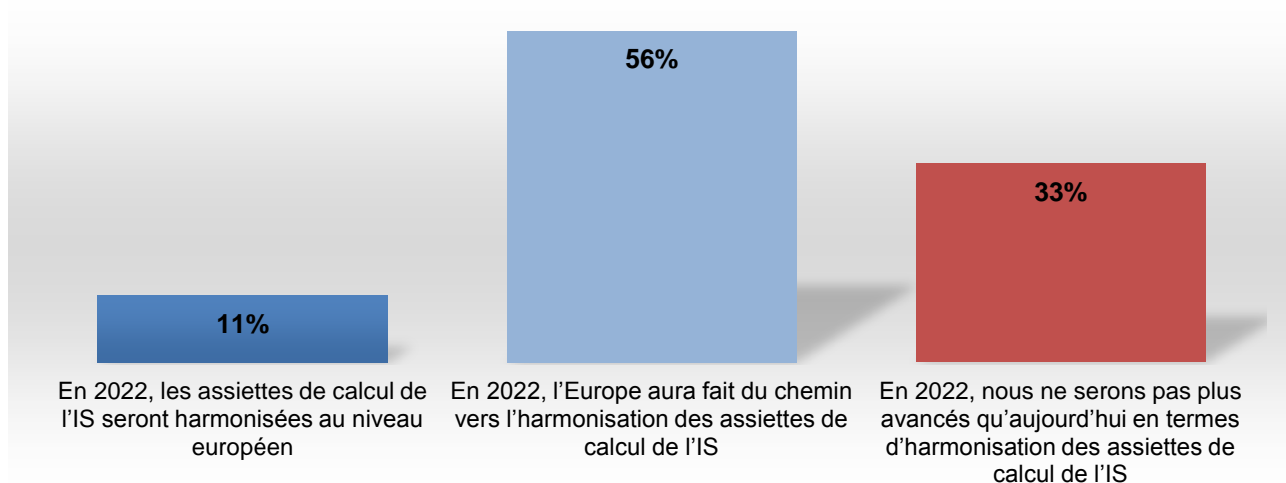
➤ ... et une grande confiance dans la capacité du nouvel exécutif à les mettre en œuvre

Q) Comment estimez-vous les chances de réalisation, au cours du quinquennat d'Emmanuel Macron, de la baisse du taux d'IS jusqu'à 25% ?

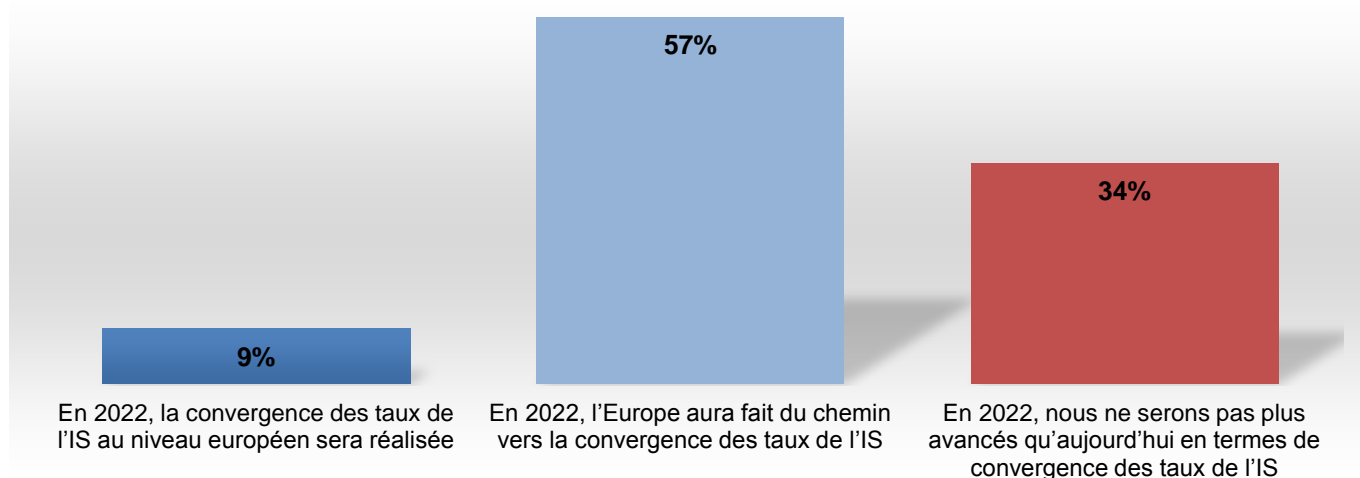


C'est une vraie déclaration de foi : 85% des décideurs financiers estiment qu'Emmanuel Macron tiendra sa promesse concernant le taux de l'IS, et réussira à ramener ce dernier à 25% d'ici à la fin du quinquennat. Quatre répondants sur dix pensent même que cet engagement deviendra réalité au cours des deux prochaines années.

Q) Comment estimez-vous, au cours du quinquennat d'Emmanuel Macron, les chances de succès d'une recherche d'harmonisation des assiettes de calcul de l'IS au niveau européen ?



Q) Comment estimez-vous, au cours du quinquennat d'Emmanuel Macron, les chances de succès d'une recherche de convergence des taux de l'IS au niveau européen ?



« A la lumière de l'expérience passée, les deux chantiers européens liés à l'IS s'annoncent d'une redoutable complexité, analyse Thierry Denjean. En matière d'harmonisation des assiettes de calcul comme de convergence des taux, faire un pas dans la bonne direction représente une prouesse ! Or notre enquête montre que les deux-tiers des décideurs estiment le nouveau pouvoir capable de relever ce défi, ce qui témoigne là encore d'une grande confiance. »

➤ **Vote d'une loi de programmation fiscale : de grands espoirs et des doutes**

La question suivante invitait les sondés à commenter librement le projet de promulgation d'une loi de programmation fiscale, avec le libellé suivant : « **Emmanuel Macron a indiqué qu'une loi de programmation fiscale sera votée en début de quinquennat pour les cinq ans à venir, et que si un impôt doit être modifié pendant le quinquennat, le gouvernement s'interdira d'y toucher à nouveau. Que pensez-vous de cette annonce ?** »

Les réponses obtenues se répartissent en trois grandes catégories.

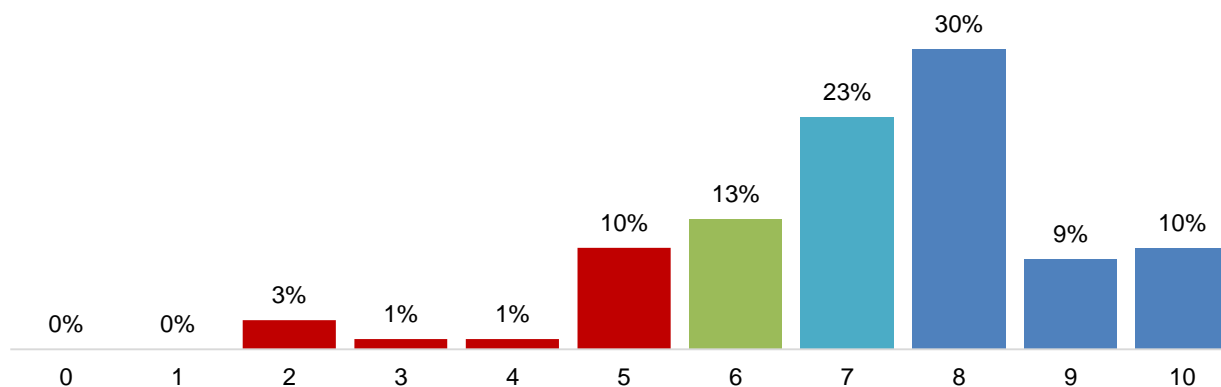
Environ 60% des décideurs financiers sont conquis par la proposition. Leurs réactions vont de la simple approbation (« Bien », « Intéressant », « Je suis d'accord », « Cela va dans le bon sens ») à l'enthousiasme (« Très bien », « Excellent », « Parfait », « Le rêve ! »). Parmi cette population, les personnes qui fournissent des commentaires plus détaillés insistent toutes sur l'importance d'une politique fiscale apportant aux entreprises de la visibilité et de la sécurité.

Environ 30% des répondants sont favorables à la mesure dans son principe mais doutent sérieusement de sa réalisation. Exemples de commentaires : « Au-delà de l'effet d'annonce, il est nécessaire de rester pragmatique et coller à la réalité du moment. » ; « Rien n'empêchera de créer un nouvel impôt » ; « Déjà faut-il que la loi soit votée... on veut y croire mais on lui souhaite bonne chance ».

Enfin, 10% des sondés se montrent très critiques, qualifiant l'annonce présidentielle de « mesure électorale », « poudre aux yeux » ou « pipeau ».

➤ **Une note moyenne de 7,5 sur 10 pour les mesures Macron à destination des entreprises**

Q) Quelle note globale, de 0 à 10, donnez-vous aux mesures Macron à destination des entreprises ?



A la fin de l'enquête, les décideurs étaient conviés à noter globalement les mesures présidentielles à destination des entreprises, sur une échelle allant de 0 à 10. La moitié des sondés ont attribué aux propositions Macron une note supérieure ou égale à 8, et 72% une note supérieure ou égale à 7. La note moyenne atteint 7,5 sur 10.

« Dans son ensemble, notre enquête montre que les décideurs financiers d'entreprises se réjouissent des mesures annoncées par Emmanuel Macron, et qu'ils croient dans la capacité du nouveau président à les mettre en œuvre. Maintenant, c'est à lui de leur prouver qu'ils ont raison de lui faire confiance », conclut Thierry Denjean.